

# La prévoyance sous pression dans un monde surendetté

*C'est un ensemble de solutions propres à chaque pays qui va (peut-être) permettre de sortir de l'impasse démographique.*

PIERRE BESSARD

Le débat s'accroît avec l'explosion de la dette publique dans la plupart des pays avancés et la perspective de rendements inférieurs sur les marchés: comment faire face aux ratios de dépendance élimés des systèmes publics de retraites par répartition? C'est sur cette question que s'est penché hier le vingtième Forum européen de Lucerne.

Premier constat: répondre adéquatement à l'évolution démographique pourrait bien représenter, et de loin, le défi principal des politiques publiques des vingt à trente prochaines années. Les solutions

seront clairement multipolaires. Mais une constante se dessine pour tous les pays concernés: la nécessité d'allonger la vie active, aujourd'hui raccourcie artificiellement par les législations, pour mieux refléter le progrès spectaculaire de l'espérance de vie. Le relèvement de l'âge de référence de la retraite (que certains préfèrent nommer une flexibilisation vers le haut), le découragement des retraites anticipées financées par le système, l'amélioration des incitations à l'emploi de personnes plus âgées, la promotion de l'acquisition des connaissances tout au long de la vie: tel est le bouquet le plus souvent recommandé.



**JOHANN SCHNEIDER-AMMANN.** Pragmatique et confiant au Forum européen de Lucerne.

Ce qui semble aussi certain: tant une hausse de la charge fiscale ou de l'endettement qu'une diminution des montants des rentes aboutiraient à une baisse sensible des niveaux de vie. L'option du

statu quo institutionnel semble donc d'entrée largement compromise.

La diversité des systèmes et de leur financement requiert toutefois une approche différenciée. La constitution d'une épargne privée pour compléter les rentes, par exemple, n'est pas évidente dans les Etats où la saturation fiscale a souvent rendu l'acte d'épargner héroïque. En Suisse également, où la forte immigration récente a contribué à détendre la situation, il est nécessaire d'agir sans tarder pour assurer l'avenir. C'est ce qu'a souligné à Lucerne le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. **PAGE 8**

## Les solutions passent par l'espérance de vie

*L'immigration n'est pas une issue miracle aux déficits des systèmes publics de retraites.*

Le nombre d'actifs va fortement diminuer ces prochaines années avec le départ à la retraite des baby boomers. En même temps, nous vivons tous plus longtemps: l'espérance de vie en Suisse a augmenté de 6,5 ans pour les hommes et 6,2 ans pour les femmes sur les trois dernières décennies. La forte immigration en provenance de l'Union européenne a préservé l'AVS des chiffres rouges ces dernières années, mais le répit est de courte durée, comme l'a pronostiqué le Conseil fédéral la semaine dernière.

Une urgence qui a été également exprimée hier lors du vingtième Forum européen de Lucerne, réunissant deux douzaines de conférenciers et plusieurs centaines de participants. Pour Hans Groth, du World Demographic & Ageing Forum de St-Gall et directeur de la politique de la santé de Pfizer Suisse, les systèmes publics de retraites et de santé doivent être soumis à rien de moins que des stress tests: les prochaines décennies les confronteront selon lui à des défis pour lesquels il n'est pas possible de se baser sur l'expérience. L'évolution démographique n'est toutefois pas automatiquement un «facteur de stress» pour la prospérité d'un pays: elle ne le devient que si les prestations attendues à l'avenir ne sont pas en consonance avec la réalité démographique.



**HANS GROTH.** La démographie n'est un problème que si les attentes ne sont pas synchronisées avec la réalité.

De ce point de vue, l'immigration ne peut pas représenter une solution miracle. Son effet ne peut être que marginal et retarder légèrement la tendance qui se dessine, calcule Timo Baas, chercheur à l'Agence fédérale allemande du travail. Elle ne pourra même pas compenser pleinement la réduction de la population active à attendre du vieillissement de la population. Selon un scénario, l'immigration permet tout au plus d'atténuer le recul du PIB, du PIB par habitant et de la consommation des ménages. En revanche, elle conduit à une hausse moins prononcée des salaires réels et à une diminution moins marquée du chômage. Il s'agit donc en premier lieu d'activer les «réserves latentes» de la population active. Dans la plupart des pays européens surendettés, la solution consistera à travailler plus et plus longtemps. Or selon l'OCDE, la plupart des réformes en cours vont conduire à une diminution

du niveau des rentes malgré le relèvement de l'âge de la retraite. Georg Fischer, directeur du domaine de la protection sociale à la Commission européenne, recommande donc aux Etats membres d'ajuster l'âge de la retraite à la réalité démographique et de le lier à l'augmentation de l'espérance de vie. Par ailleurs, les citoyens européens devraient recourir à l'épargne privée pour combler le niveau inférieur des rentes à l'avenir. «Le plus important est que chaque pays trouve une solution viable et conforme à sa situation en accord avec les partenaires sociaux, afin de maintenir la transparence et d'assurer la confiance dans le système», souligne Georg Fischer.

En Suisse également, une des réponses appropriées consiste à allonger la vie active. «Aujourd'hui déjà, atteindre l'âge légal de la retraite ne signifie plus obligatoirement que l'on arrête de travailler», remarque le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. A l'avenir, la proportion de personnes entre 65 et 70 ans qui continue d'être active devrait sensiblement augmenter. Alors que les discussions politiques sur l'avenir de l'AVS sont bloquées depuis dix ans, la question de la flexibilisation du départ à la retraite, tout comme celle de l'égalité de traitement entre hommes et femmes ne disparaîtront pas, prévoit le ministre de l'Economie. (PB)